



## En hausse

**GOOGLE** - Le géant Internet a publié d'excellents résultats au deuxième trimestre, avec un bénéfice net en hausse de 36 %, à 2,51 milliards de dollars (1,77 milliard d'euros), pour un chiffre d'affaires record de 9,026 milliards de dollars (+ 32 %).



## En baisse

**L'AUTOMOBILE EN EUROPE** - Les immatriculations de voitures neuves ont baissé de 8,1 % dans l'Union européenne en juin, selon l'Association des constructeurs européens. Les ventes pâtissent de l'abandon des primes à la casse et de l'incertitude économique.

## Les cours du jour

(15/07/11, 09h33)

EURO	1 euro	1,4202 dollar (achat)
OR	Once d'or	1590,50 dollars
PÉTROLE	Light sweet crude	95,74 dollars
TAUX D'INTÉRÊT	France	3,183 (à dix ans)
TAUX D'INTÉRÊT	États-Unis	2,721 (à dix ans)

## Crise de la zone euro

# « Sortir de l'euro permettrait à la Grèce de repartir »

L'économiste allemand Hans-Werner Sinn explique pourquoi Athènes doit revenir temporairement à la drachme

### Entretien

Berlin  
Correspondance

De tradition libérale, réputé pour son franc-parler, Hans-Werner Sinn est l'un des plus célèbres économistes allemands. Directeur de l'institut de conjoncture munichois IFO, il compare la situation actuelle de la Grèce avec celle de l'Allemagne après la crise de 1929.

**M. Sinn, vous plaidez pour une sortie temporaire de la Grèce de la zone euro. Cela ne signifie-t-il pas la fin de la monnaie unique ?**

Non, ce qui déstabilise l'euro est le déni de réalité des politiques. Le développement de la Grèce est massivement handicapé par l'euro. La Grèce a deux problèmes : d'abord, elle est surendettée, et surtout, elle n'est plus compétitive. L'euro a permis à la Grèce d'emprunter à taux très faible, le pays a développé une bulle inflationniste et un gigantesque déficit extérieur. Pour faire disparaître le déficit, la Grèce doit réduire ses prix de 20 % à 30 %. Une telle baisse des prix n'est pas possible à court terme à l'intérieur de la zone euro.

L'Allemagne a connu la même situation entre 1929 et 1933. A l'époque, elle ne pouvait pas dévaluer sa monnaie à cause des plans Dawes et Young ; elle a dû procéder à une baisse de ses prix de 23 % et de ses salaires de 30 %, qui a mis le pays au bord de la guerre civile et fait le lit du nazisme. La même chose pourrait se passer en Grèce si on continue à exiger d'elle qu'elle baisse ses prix et ses salaires de 30 %.



« La Grèce est surendettée, et surtout, elle n'est plus compétitive », note l'économiste Hans-Werner Sinn. JOHN KOLESIDIS/REUTERS

**Une sortie de l'euro ne serait-elle pas encore pire pour les pays ?**

Une sortie de la Grèce de l'euro déclencherait en effet une panique bancaire : les gens se précipite-

raient en même temps vers les banques pour retirer leurs dépôts afin de se protéger du change en drachme et d'une dévaluation. Les banques seraient alors en faillite. Il faudrait donc soutenir les banques.

L'avantage d'une sortie de l'euro est que l'économie pourrait repartir après quelques mois : au lieu de tenter de baisser des millions de prix et de salaires en restant à l'intérieur de la zone euro, on en baisse un seul, le taux de change. L'avantage pour les entreprises de l'économie réelle est que leurs dettes sont également changées en drachme, donc avec une baisse de valeur. Les dettes vis-à-vis de l'étranger deviennent insupportables. Dans les deux cas - maintien ou sortie de la Grèce de la zone euro -, les Etats européens doivent de toute façon soutenir le système bancaire, et restructurer la dette du pays. C'est inévitable. **Les plans d'aide européens à la Grèce ont-ils encore un sens ?**

Non. Les politiques qui pensent qu'ils pourront sauver la Grèce et

les autres pays en danger avec de nouveaux plans d'aide surestiment les capacités du contribuable européen. Ces programmes ont par ailleurs un effet pervers : ils cimentent en réalité le défaut de compétitivité de la Grèce. Ils ne sont pas une solution : les sommes en jeu sont énormes, elles provoquent les protestations des contribuables des pays stables, y compris la France, et n'aident pas les pays concernés.

### Pourquoi ?

En Allemagne, nous avons fait l'expérience de ces effets pervers avec la réunification : nous avons créé, avec les Länder de l'Est, une « union de transfert ». On transfère des sommes gigantesques de l'Ouest vers l'Est depuis vingt ans. Aujourd'hui, le résultat est décevant : ces régions ne sont pas compétitives, parce qu'elles sont dépendantes de ces transferts. On observe un exode massif des forces de travail car les créations d'emploi sont trop faibles. Le PIB [produit intérieur brut] par habi-

tant n'augmente que parce que les habitants quittent ces régions. La réunification a raté l'opportunité de voir l'Est retrouver de la compétitivité et une croissance durable grâce à une modération salariale. **Combien de temps durerait cette sortie de la Grèce de la zone euro ?**

On peut imaginer qu'après la dévaluation, le pays n'ait besoin que de quelques années pour retrouver sa compétitivité. Un retour dans l'eurozone se ferait sur la base du nouveau taux de change.

**Cela ne déclencherait-il pas une réaction en chaîne ? L'Irlande et le Portugal ont aussi reçu des programmes d'aide, et l'Italie comme l'Espagne sont sous la pression des marchés...**

Attention : on ne peut en aucun cas mettre l'Italie et la Grèce sur le même plan. L'Italie a une économie robuste, le nord du pays abrite les régions les plus productives et les plus riches d'Europe. Je ne me fais aucun souci : l'Italie réus-

### M<sup>me</sup> Merkel veut un accord avant de tenir un sommet

La chancelière allemande, Angela Merkel a déclaré, jeudi 14 juillet, que les pays de la zone euro ne devraient tenir un sommet extraordinaire que lorsqu'ils seront prêts à adopter un accord pour résoudre la crise de la dette grecque. « Je pense que la condition préalable serait que nous soyons en mesure de prendre une décision et de finaliser le plan [d'aide] à la Grèce », a-t-elle insisté lors d'un déplacement officiel à Abuja, au Nigeria. **Signe de la montée en puissance des négociations, au même moment, les banques créancières de la Grèce étaient réunies à Rome avec des responsables européens pour tenter d'avancer sur leur participation au nouveau plan de soutien à Athènes.**

ra à réduire sa dette en appliquant un vrai programme de réduction des dépenses publiques. L'Espagne et l'Irlande sont également en mesure de régler leurs problèmes. L'Irlande a un comportement exemplaire. Il en est autrement du Portugal, qui a une situation similaire - quoique moins grave - à celle de la Grèce. Là aussi, il n'y a aucun signe qui montre que le Portugal peut retrouver sa compétitivité à court terme. Les politiques doivent s'interroger : sont-ils prêts à une déflation à l'intérieur de la zone euro ?

### L'euro est-il viable à long terme ?

Pour moi, l'euro et l'eurozone sont indispensables, parce qu'ils concourent à une plus grande intégration de l'Europe, et j'espère que ces problèmes ne sont que passagers. La question, aujourd'hui, est la suivante : veut-on multiplier les programmes d'aide ou veut-on faire appel à la responsabilité des Etats ? Pour moi, il faut autoriser la compétition à l'intérieur de l'eurozone, tout en ayant un outil d'aide en cas d'urgence. On a besoin d'un système de *spreads* [taux différentiels] qui reflète la vraie capacité des Etats à rembourser leurs créances afin qu'ils soient incités à limiter leur endettement. Si, comme le soutiennent certains, on met en commun les dettes et crée des « eurobonds », on crée un système qui pousse à l'irresponsabilité. ■

Propos recueillis par  
Cécile Boutelet

### DETTE PUBLIQUE GRECQUE

en % du PIB



\* Estimations SOURCE : FMI

### La dette grecque devrait connaître un pic en 2012

La dette publique de la Grèce devrait atteindre un pic de 161 % de son produit intérieur brut (PIB) en 2012 avant de retomber si le pays applique le programme de consolidation budgétaire voté fin juin, selon des projections de la Banque centrale européenne publiées jeudi 14 juillet dans son bulletin mensuel. Cette dette devrait représenter, en 2020, 127 % du PIB. Ce chiffre serait néanmoins toujours bien au-dessus de l'exigence du pacte de stabilité et de croissance de la zone euro (60 % du PIB). **Le Fonds monétaire international, lui, table sur une dette grecque à 158 % en 2012.**

## L'« apprenti sorcier » Jan Kees de Jager, partisan de la ligne dure à l'Eurogroupe

Le ministre des finances des Pays-Bas n'hésite pas à évoquer un défaut de la Grèce, suscitant l'ire de ses homologues européens

### Profil

Bruxelles  
Bureau européen

Il est en train de devenir « le ministre des finances le plus difficile » au sein de l'Eurogroupe, comme un haut fonctionnaire bruxellois. Son collègue belge, le libéral Didier Reynders, n'hésite pas à le décrire comme « un apprenti sorcier ». Inconnu sur la scène européenne il y a quelques mois, le chrétien-démocrate néerlandais Jan Kees de Jager, 42 ans, assume sans trop de complexe sa réputation de boutefeu. Il semble même en profiter : aux Pays-Bas, il est l'un

des ministres les plus populaires de la coalition de droite dirigée par Mark Rutte.

Lundi 11 juillet, il n'hésitait pas à évoquer un possible défaut de la Grèce, entraînant la confusion et s'attirant la fureur de beaucoup de ses collègues ainsi que celle de Jean-Claude Trichet, le président de la Banque centrale européenne (BCE). Tous sont soucieux de gommer toute idée d'une possible défaillance d'un Etat de la zone euro.

Prônant le franc-parler, le grand argentier néerlandais - il est vrai, otage des positions des députés à La Haye - avait évoqué avec fermeté l'idée d'une contribution forcée et « substantielle » des banques au

sauvetage de la Grèce. Une autre déclaration qui l'avait rendu populaire au sein d'un club ministériel où l'art du sous-entendu et la subtilité sont la règle. Les ministres voulaient contrer l'impression que seule une intervention obligatoire du secteur privé aiderait à éviter le naufrage d'Athènes.

### Incroyable aplomb

Dans son pays, tenté par l'euro-scepticisme, sa prétendue fermeté dans la défense du « porte-monnaie des Néerlandais » a contribué à sa renommée. L'opinion juge d'autant plus courageux ce ministre surmené qu'il a trouvé le temps, entre deux réunions à haut niveau,

de faire son coming-out dans un quotidien populaire, avouant qu'il partageait sa vie avec un steward de la KLM.

Né dans un milieu populaire des plaines de Zélande, M. De Jager cultive aussi une image de self-made man qui ne doit rien à la politique. Il est devenu millionnaire grâce aux succès de son entreprise, active dans les nouvelles technologies. Repéré par l'ancien premier ministre Jan Peter Balkenende, qui en fit son secrétaire d'Etat aux finances et à la fiscalité, ce calviniste peu adepte du pardon (en tout cas pour les pays faibles de la zone euro) pourrait reprendre le leadership de l'Appel chrétien-démocrate, lami-

né lors des dernières élections. Il peut séduire les libéraux et semble capable de contrer les populistes de Geert Wilders grâce à son discours simpliste, son flair et son incroyable aplomb, qui lui permet de transformer ses défaites en victoires.

Car, quoi qu'il en dise, le ministre néerlandais des finances s'est, jusqu'ici, rallié à toutes les initiatives en faveur de la Grèce, de l'Irlande ou du Portugal. Souvent allié à l'Allemagne et à la Finlande avant les moments décisifs, il a bien dû constater que Berlin finissait toujours, jusqu'ici du moins, par faire primer l'intérêt européen. Peu sensible à cette notion, M. De Jager a toutefois évité de se retrouver seul

designé comme le fauteur de troubles. Il est donc à chaque fois rentré dans le rang.

Critiqué à Bruxelles, M. De Jager pourrait l'être bientôt à La Haye pour des raisons très opposées. M. Wilders risque de le désigner comme un faible, cédant trop facilement aux exigences de ses collègues européens. Le chef du Parti pour la liberté a prévenu : s'il faut prendre d'autres initiatives pour aider des Etats en crise et que cela entraîne la moindre dépense supplémentaire, il retirera illico son soutien à la coalition, provoquant ainsi une nouvelle crise politique dont il compte bien tirer profit. ■

Jean-Pierre Stroobants

# A Grasse, la société familiale Robertet s'adapte au monde changeant des arômes

L'entreprise a investi 27 millions d'euros dans une nouvelle usine de production automatisée

## Reportage

Grasse (Alpes-Maritimes)  
Envoyée spéciale

Il se promène toujours dans les bâtiments grasseois créés par Gustave Eiffel en 1895 avec sa blouse blanche, des mouillettes dans la poche comme seuls ustensiles. Pour passer sa journée à sentir. Directeur de production et fier d'afficher cinquante-deux ans de maison, Robert Sinigaglia était déjà, à 19 ans, l'assistant du grand-père de l'actuel patron de Robertet, Philippe Maubert.

Il connaît tout de Grasse, des parfums et de cette entreprise familiale. L'arrière-grand-père, qui n'utilisait que les fleurs et les plantes de la région provençale. Le grand-père, ami de Colette, qui soupait chez Maxim's et dilapidait l'héritage... Le père, un homme d'affaires avisé qui s'est battu pour que la famille retrouve la majorité du capital et se développe à l'international. Aujourd'hui, 85 % des ventes sont réalisées à l'étranger, même si le groupe continue à fournir les matières premières nécessaires aux parfums de Dior, Guerlain ou Hermès.

A l'entrée des locaux historiques, les matières premières sont traitées comme il y a cent ans. Ce jour-là, des sacs de girofle de Madagascar et de myrrhe de Somalie sont entreposés à côté de blocs de mousse du Massif central. On attend des arrivages de maté vert, de racines d'iris, de fèves tonka ou de bois de santal.

Dans d'immenses cuves, les matières premières sont ensuite mélangées à de l'alcool, chauffées, infusées, « épuisées ». L'été, c'est l'étuve. Ce procédé d'extraction classique permet d'obtenir soit des « concrètes » (la matière première est mélangée à de la cire), soit de l'essence, baptisée « absolu ». De jasmin, de rose, de tabac, de vanille... La distillation permet de faire des huiles essentielles.

Certaines matières premières sont très précieuses : ainsi de l'iris, transformé en petites galettes de beurre, vendues 60 000 euros le kg. Ou encore des magnifiques roses *centifolia* utilisées dans le Chanel n° 5. Cette essence délicate et rare se monnaie 5 000 euros



Robertet utilise, entre autres, des fleurs de la région, comme ces roses cueillies dans les Alpes-de-Haute-Provence. OLIVIER MONGE/MYOP POUR « LE MONDE »

le kg. Il faut 300 000 fleurs (une tonne) pour extraire 1,5 kg d'absolu, explique M. Sinigaglia.

La nouvelle usine de 11 000 m<sup>2</sup> signée par l'architecte Pascal Costamagna est en phase de test à Plan-de-Grasse, à côté des unités spécialisées dans les arômes alimentaires. Une partie des 900 employés à Grasse y est déjà installée et la plupart des machines tournent. Vétustes, deux des sites de production, l'un de Robertet, l'autre d'une filiale, Charabot, seront fermés.

### Législation renforcée

Cinquante nouveaux emplois seront créés, même si la nouvelle usine permet d'automatiser 85 % de la production de bases de parfums, contre 35 % dans les anciennes installations. « Cet investissement de 27 millions d'euros est financé par emprunt et grâce aux dividendes des filiales », affirme Philippe Maubert. Un effort important pour ce groupe coté, qui a affiché 24,2 millions d'euros de résultat net en 2010, pour un chiffre d'affaires de 362,2 millions.

L'une des transformations radicales que subit l'industrie des arômes

et du parfum vient de l'importance accrue de la législation. La palette des parfumeurs s'est considérablement réduite avec les années, « en raison du lobby des dermatologues scandinaves à Bruxelles », raille M. Maubert. Au niveau européen, des pans entiers d'ingrédients ont été interdits en raison des risques d'allergie.

La nouvelle usine emploie vingt spécialistes, qui doivent entériner les formules des parfumeurs, selon les législations nationales et les normes de chaque client. « Il y a douze ans, il n'y avait qu'une seule personne chargée de ces dossiers », rappelle-t-on chez Robertet. « La législation est souvent plus contraignante que le prix pour créer des parfums », expliquent les nez de la maison.

Pour s'adapter à cette nouvelle donne, les techniques se sophistiquent. Chaque ingrédient passe des tests de chimie analytique à l'entrée et à la sortie de l'usine. Des ordinateurs, qui mémorisent 13 000 molécules, permettent en quelques clics de détecter et d'identifier les allergènes. D'autres procédés servent à extraire les molécules incriminées.

Robertet, comme son concurrent grasseois Mane, est confronté à une hausse du prix de certaines matières premières. « La vanille ou le patchouli, dont le prix a plus que doublé, font l'objet de spéculations », assure M. Maubert. L'huile essentielle d'orange a triplé. Certains produits synthétiques se raréfient, comme le linalol, très demandé pour la vitamine C. La concurrence peut venir aussi d'Inde ou de Chine, qui ont fait flamber le prix du musc depuis que les Européens s'en sont désintéressés. En Chine toujours, faute de main-d'œuvre pour cueillir le géranium ou la citronnelle, les prix s'envolent.

Pour pérenniser certains approvisionnements, Robertet a signé des contrats sur dix ans de préachat avec des producteurs grasseois de rose *centifolia*. Après avoir construit dans les années 1960 une usine d'extraction et de distillation de roses de Damas en Anatolie, le groupe, pour assurer la traçabilité d'une filière, a récemment investi dans des champs d'ylang-ylang aux Comores et de bois de santal en Nouvelle-Calédonie. ■

Nicole Vulser

# La solution contre les crises bancaires ? Les femmes

Le secteur financier a-t-il besoin de moins de testostérone pour atténuer le risque d'une nouvelle crise systémique ? Sans doute est-ce l'avis du commissaire européen aux services financiers, Michel Barnier.

Dans le projet de directive sur les règles de solvabilité des banques que doit adopter la Commission européenne mercredi 20 juillet, il n'est pas uniquement question d'augmentation des fonds propres, de ratios de liquidités et de limite de recours à l'effet de levier... M. Barnier souhaiterait aussi que soit envisagée l'option de quotas de femmes au sein des conseils d'administration des établissements. Son argument : un nombre plus élevé de femmes renforce la diversité de points de vue, donc la pertinence des jugements et, partant, le niveau de supervision.

Les bulles spéculatives et les tempêtes financières pourraient donc être évitées si les dames se trouvaient davantage aux manettes ? Peut-être, si l'on en croit plusieurs études scientifiques que le sujet a inspirées.

Des chercheurs de l'université de Cambridge ont ainsi révélé en 2008 qu'un taux de testostérone élevé favorisait la prise de risques, parfois inconsidérés, dans les salles de marché. Cette conclusion était le résultat d'une enquête menée auprès de 17 traders de la City auxquels ont été prélevés des échantillons de salive deux fois par jour pendant une semaine.

Les scientifiques de Cambridge ont aussi découvert que les opérateurs financiers très exposés à l'hormone masculine lorsqu'ils étaient encore dans le ventre de leur mère devenaient en moyenne six fois plus rentables que

leurs condisciples pour leur employeur. Alors, une plus grande prudence ou plus de profits ? Question cornélienne pour les banques.

Gare à trop d'angélisme pourtant. L'histoire montre que des femmes occupant des postes hauts placés n'ont pas toujours brillé par leur clairvoyance. Erin Callan, ancienne directrice financière de Lehman Brothers, en est un illustre exemple. Quelques mois tout juste avant la faillite de la banque d'affaires américaine, tombée en septembre 2008, cette célébrité de Wall Street s'extasiait sur les résultats « formidables » de son établissement.

### Direction « plus jolie »

Quoi qu'il en soit, la proposition de M. Barnier est dans l'air du temps. Déjà en mars, la commissaire européenne aux droits fondamentaux et à la citoyenneté, Viviane Reding, avait plaidé pour l'instauration de quotas de femmes dans les conseils d'administration des grandes entreprises. Certains pays, comme la France, sont passés à l'acte.

L'enjeu : féminiser un univers encore très masculin. En moyenne, en Europe, à peine un membre de conseil d'administration sur dix est aujourd'hui de sexe féminin. Le secteur financier n'échappe pas à la règle.

Pour l'anecdote, le patron de la Deutsche Bank, Josef Ackermann, avait relevé que le conseil exécutif de la première banque allemande ne comptait aucune femme. Dans un entretien au quotidien *Handelsblatt*, il avait dit espérer que cette situation change afin que la direction de son établissement soit « plus colorée et plus jolie »... ■

Marie de Vergès

## Finance

### Standard & Poor's envisage d'abaisser la note des Etats-Unis

L'agence de notation financière Standard and Poor's a averti, jeudi 14 juillet, qu'elle envisageait d'abaisser la note de solvabilité financière des Etats-Unis – soit AAA, la meilleure – en raison de l'impasse des négociations destinées à éviter un défaut de paiement du pays. Selon S & P, cette décision reflète l'incapacité du Congrès à relever le plafond de la dette et la difficulté des responsables à s'entendre sur un plan crédible d'assainissement des finances publiques. Démocrates et républicains ne parviennent pas à se mettre d'accord pour relever le plafond, les seconds exigeant des réductions budgétaires, sans hausse d'impôts, d'une ampleur que les démocrates refusent. – (AFP) ■

### Les défauts d'Etats provoquent des récessions, selon le Fonds monétaire international

Les défauts de paiement des Etats provoquent des récessions, ont conclu deux économistes du Fonds monétaire international (FMI) dans une étude publiée jeudi 14 juillet. « En moyenne, le PIB [produit intérieur brut] et la consommation descendent environ 5 % sous leur tendance », ont-ils calculé à partir de vingt-trois épisodes entre 1977 et 2009. – (AFP) ■

### Satisfecit du FMI et de l'Union européenne à l'Irlande

Une mission du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque centrale européenne (BCE) et de la Commission européenne, chargée d'évaluer la mise en œuvre des engagements pris par Dublin en échange du plan d'aide de 85 milliards d'euros conclu en 2010, a déclaré que « le programme reste sur les rails et est bien financé. Les autorités ont continué d'appliquer avec fermeté leur politique ». Ce satisfecit intervient alors que l'agence Moody's vient de dégrader la note du pays, dont les taux des obligations à 10 ans ont franchi dans la foulée le seuil des 13 %, au plus haut depuis la création de la zone euro. – (AFP) ■

### Conjoncture Le gouvernement portugais prévoit une récession de 2,3 % en 2011

L'économie portugaise devrait se contracter de 2,3 % cette année puis de 1,7 % en 2012, a annoncé, jeudi 14 juillet, le ministre des finances, Vitor Gaspar. « La reprise économique n'aura lieu qu'en 2013 », a-t-il déclaré. Dans ses prévisions du 12 juillet, la Banque du Portugal tablait sur une récession de 2 % cette année et de 1,8 % en 2012, tandis que l'UE et le FMI ont prévu – 2,2 % en 2011 et – 1,8 % en 2012. – (AFP) ■

### La croissance recule très fortement à Singapour

La croissance économique de Singapour a fortement ralenti au deuxième trimestre, progressant de seulement 0,5 % sur un an, contre 9,3 % au trimestre précédent, a annoncé, jeudi 14 juillet, le gouvernement. La contraction de la production industrielle explique en grande partie cette faible croissance, bien inférieure aux attentes des analystes. – (AFP) ■

### Les investissements étrangers en Chine ont augmenté de 18,4 % au premier semestre

Les investissements directs étrangers (IDE) en Chine ont augmenté de 18,4 % sur un an au premier semestre pour atteindre 60,89 milliards de dollars (42,7 milliards d'euros), a annoncé, vendredi 15 juillet, le ministre du commerce. – (AFP) ■

# L'économie néo-zélandaise attend avec impatience le début de la Coupe du monde de rugby

L'événement pourrait doper une croissance fragile, mais le coût des investissements fait débat

Auckland  
Envoyée spéciale

Dans le quartier touristique du Viaduct à Auckland, les tee-shirts aux couleurs des équipes nationales sont déjà en vitrine de la boutique officielle de la Coupe du monde de rugby. On trouve ici tous les drapeaux, mais ce sont surtout les articles noirs ornés de la fougère blanc argent des All Blacks qui ont la cote.

A quelques semaines du tournoi (qui aura lieu en Nouvelle-Zélande du 9 septembre au 23 octobre), Judy McMahon, la gérante du magasin, crête de nouveaux vendeurs. « On aura besoin de trois fois plus de personnel, car nous sommes situés juste à côté d'une zone où les supporters vont se rassembler », dit-elle. A travers Auckland, de grands panneaux rappellent l'imminence de l'événement, et la presse affiche le compte à rebours avant la cérémonie d'ouverture. Les hôtels ont fait le plein de réservations, et des particuliers proposent désormais de louer leur maison.

Il s'agit du plus gros événement sportif jamais organisé par ce petit

pays de 4,4 millions d'habitants. 85 000 visiteurs sont attendus durant les six semaines du tournoi, qui devaient générer un chiffre d'affaires bienvenu après la récession qui a touché le pays en 2008. Le directeur de la banque de réserve, Alan Bollard, prévoit même que la Coupe du monde pourrait rapporter 700 millions de dollars NZ (417 millions d'euros) à l'économie néo-zélandaise, ajoutant un tiers de point de croissance à son PIB.

### Effets du séisme

Le principal bénéficiaire sera Auckland, la ville la plus peuplée du pays, où auront lieu les demi-finales et la finale, avec 267 millions de dollars NZ (159 millions d'euros) de revenus additionnels directs attendus, selon les estimations officielles. Les ventes de tickets, gérées par l'organisme Rugby New Zealand 2011, devraient rapporter 268 millions de dollars NZ.

Pour préparer l'événement, les rénovations semblent ne pas en finir. Auckland a ainsi investi 65 millions dans la modernisation de ses infrastructures. Mais ces tra-

voux font débat, et nombre de Néo-Zélandais s'inquiètent de l'ampleur des investissements.

Le *New Zealand Herald* a même estimé que l'organisation pourrait coûter 1,2 milliard de dollars NZ au pays, dont plus de 550 millions pour rénover les stades. Une estimation rejetée par les organisateurs. « C'est un chiffre probablement plus élevé que la réalité, car il prend en compte les investissements dans des infrastructures qui seront utilisées après la Coupe. Néanmoins, les revenus seront certainement moins élevés qu'annoncés. La récession en Europe pourrait affecter le nombre de visiteurs, entre autres choses », estime ainsi Tim Hazledine, professeur d'économie à l'université d'Auckland.

Les médias pointent du doigt les dépenses engagées tous azimuts, qui passent mal alors que la Nouvelle-Zélande a des difficultés à renouer avec la croissance. Le tremblement de terre qui a dévasté Christchurch et sa région en février pourrait coûter 1,5 point de croissance cette année. « Si l'on avait su qu'il y aurait la crise mondiale et le séisme, on peut douter

qu'on aurait alors voulu organiser la Coupe du monde », commente M. Hazledine.

Mais les organisateurs de l'événement défendent les effets positifs de l'événement sur le long terme. « Beaucoup d'investissements dans des infrastructures étaient de toute façon nécessaires. La seule différence est qu'on les a réalisés plus rapidement », soutient ainsi Rachael Dacy, à la tête du groupe de préparation de la Coupe pour la ville d'Auckland.

Sont attendus 2400 journalistes, venus de 55 pays. « Cela va donner à notre pays un profil international qu'il n'aurait jamais eu autrement », affirme Martin Snedden, le directeur de Rugby New Zealand 2011. Si les All Blacks allaient jusqu'en finale, les organisateurs estiment que l'activité économique générée par les fans serait encore plus importante. « La Nouvelle-Zélande face à son voisin australien, ce serait un match qui générerait énormément d'intérêt », commente M. Snedden. Le XV néo-zélandais aura décidément de lourdes responsabilités sur les épaules. ■

Marie-Morgane Le Moël